



La Commune



Rumeurs de coup d'état

Bolivie

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a engagé une série de réformes depuis son accession au pouvoir en janvier 2006 : nationalisation des hydrocarbures le 1er mai 2006, réforme agraire en novembre 2006. L'oligarchie bolivienne soutenue par l'impérialisme américain, opposée à toutes ces mesures, menace depuis décembre 2006 par la voix des gouverneurs des provinces de l'Est bolivien, les plus riches du pays, de faire sécession.

C'est précisément ce que vient de faire, le 4 mai dernier le gouverneur de la province de Santa Cruz suite au référendum qu'il a organisé et qui a approuvé le " statut d'autonomie " selon lequel il aura le contrôle sur les terres et les hydrocarbures. Au mois de juin, les gouverneurs de droite prétendent organiser des référendum similaires dans les provinces de Tarija, Beni, et Pando. Ces provinces situées dans l'Est du pays représentent presque la moitié du PIB (Produit intérieur brut) de la Bolivie, c'est là que se trouvent les gisements de gaz naturel les plus importants du continent latino-américain après le Venezuela.

Cent familles possèdent 25 millions d'hectares

Ces gouverneurs ne reconnaissent pas la nouvelle Constitution adoptée par le parlement fin novembre 2007. Avec leur majorité au Sénat, ils empêchent que soit organisé le référendum national, annoncé par Evo Morales pour cette année 2008, pour que cette nouvelle Constitution entre en vigueur.

La nouvelle Constitution limite à dix mille hectares la dimension des latifundios (grandes propriétés). Les oligarques de ces provinces ne veulent céder pas même un hectare des meilleures terres qu'ils ont accaparées avec la complicité des dictatures. Cent familles possèdent vingt cinq millions d'hectares, tandis que deux millions de paysans subsistent sur seulement cinq millions. De plus, l'oligarchie veut le contrôle des hydrocarbures et des mines pour continuer son commerce avec les multinationales. Elle compte sur le soutien de l'ambassadeur américain Philip Goldberg. Elle cherche aussi à former un gouvernement parallèle ayant pour tâche la liquidation du gouvernement d'Evo Morales.

Le pays le plus pauvre du continent

Tandis que le gouvernement d'Evo Morales a déclaré ce référendum illégal, la colère de la majorité paysanne, populaire et ouvrière ne cesse de croître, en voyant la droite avancer impunément un discours ouvertement raciste et putchiste. L'augmentation du coût de la vie et le retard de la réforme agraire qui devait remettre des terres aux paysans et aux peuples indigènes, la nationalisation des hydrocarbures qui a entraîné une augmentation des impôts, améliorant beaucoup plus les recettes de l'état que la situation des masses populaires de ce pays de 9,6 millions d'habitants, le plus pauvre d'Amérique latine, tout cela alors que les multinationales continuent de s'approprier la plus grande partie des recettes des hydrocarbures par le biais de contrats de production, telles sont les bases matérielles et politiques de l'exacerbation des conflits de classe. D'un côté, les grands propriétaires terriens esclavagistes, (dans la province de Santa Cruz on compte plusieurs milliers d'indigènes guaranis vivant à l'état de serfs) et les représentants des multinationales pétrolières, de l'autre l'immense majorité de la classe ouvrière et des paysans pauvres qui ont élu Evo Morales et donné la majorité au MAS.

Faire front contre la division

La CIDOB (Confédération Indigène de l'Est bolivien) et l'APG (Assemblée du peuple Guarani) ont appelé à la mobilisation pour empêcher le référendum sur leur territoire qui appartient à la province de Santa Cruz. La Fejuve (Fédération des comités de quartier) d'El Alto ainsi que celle de Cochabamba appellent à la mobilisation pour les 1er et 4 mai. La COB a organisé une manifestation à La Paz et les mineurs de Huanuni disent que " seule l'application des agendas de 2003 et 2005 (nationalisation des hydrocarbures et réforme agraire) garantit le démantèlement et la défaite de l'oligarchie ". Dans le même mouvement ils appellent " tous les syndicats, les travailleurs et le peuple de Bolivie à faire front contre la menace de division de notre patrie de la part de l'oligarchie patronale, latifundiaire, transnationale et usurière ". Ils exigent du gouvernement qu'il leur donne " les moyens et recours nécessaires pour les liquider ".

Cette situation ne peut perdurer. Le pas supplémentaire vers les plus grands affrontements que représente le référendum d'autonomie du 4 mai, s'accompagne de rumeurs de coup d'Etat. Tout notre soutien aux travailleurs et paysans boliviens regroupés avec leurs organisations.

Modifié le mardi 13 mai 2008

Voir aussi dans la catégorie Bolivie



Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuv (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans la situation politique que connaît la... >>

Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>
